



ROYAUME DE BELGIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

Déclaration délivrée par

S.E. Secrétaire d'Etat à l'Egalité des genres, à l'Egalité des chances et à la Diversité, adjointe au Ministre de la Mobilité au nom de l'UE

General Discussion of the 68th Session of the Commission on the Status of Women

New York, 12 Mars 2024

Honorable Président,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldavie, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, ainsi que l'Andorre et le Monaco se rallient à la présente déclaration.

L'UE se félicite de la tenue de la 68e session de la Commission de la Condition de la Femme, qu'elle considère comme une occasion de réaliser des avancées concrètes. Nous ne pouvons accepter que 383 millions de femmes et filles dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté. Beaucoup d'autres sont démunies, vulnérables ou menacées par la pauvreté sous toutes ses formes.

Cette session a lieu en des temps difficiles. Les crises, les conflits et les guerres exacerbent les inégalités et la pauvreté. Les conflits risquent d'exercer une pression sur les financements disponibles pour la lutte contre la pauvreté. Les effets du changement climatique augmentent la pauvreté dans le monde et touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles.

La recherche de la paix et de la sécurité, une approche fondée sur les droits humains et des mesures de lutte contre la pauvreté tenant compte de la dimension de genre doivent être au centre de notre agenda multilatéral commun. Nous ne pourrons atteindre ces objectifs sans la participation pleine, égale et significative des femmes et des filles à tous les niveaux. Le Sommet de l'avenir et le Pacte pour l'avenir seront une occasion cruciale de faire de ces engagements une réalité.

.....

Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée, dans toutes les sociétés du monde, par des formes multiples et intersectionnelles de discriminations, de violence sexuelle et fondée sur le genre et d'autres violations et atteintes aux droits humains. Cette situation entrave la possibilité d'éradiquer la féminisation de la pauvreté et de sortir les femmes et les filles des cycles intergénérationnels de la pauvreté.

Dans ce contexte, nous devrions accélérer les progrès 26 fois plus vite pour atteindre le premier objectif de développement durable (Pas de pauvreté) d'ici 2030, qui est particulièrement mal engagé en ce qui concerne les femmes et les filles.

Lors de cette session, la Commission de la Condition de la Femme doit susciter une volonté politique et des engagements pour lutter efficacement contre la pauvreté des femmes et des filles dans le monde, y compris dans les zones fragiles, en crise ou touchées par un conflit. Il s'agit notamment de s'attaquer à ses causes profondes telles que la violence fondée sur le genre et la discrimination, les inégalités, les stéréotypes liés au genre et les normes sociales discriminatoires.

L'autonomisation et le leadership des femmes et des filles sont d'une importance vitale. L'UE oeuvre en faveur de la participation pleine, égale et significative des femmes et de la jeunesse, dans toute leur diversité, dans toutes les sphères de la vie publique et politique (conformément au Plan d'action de l'UE en faveur des Droits Humains et la Démocratie 2020-2024). Les femmes ont un rôle crucial à jouer dans le développement durable au sens large, en tant qu'actrices de la société civile, défenseuses des droits humains, médiatrices et constructrices de paix.

L'autonomisation et l'indépendance économique des femmes et des filles est un facteur clé pour réussir à éradiquer toutes les formes de pauvreté, tout comme l'est une éducation de qualité et inclusive. Parmi les autres mesures essentielles figurent l'inclusion financière, la réduction de la fracture numérique basée sur le genre, le travail décent et l'égalité de rémunération, la protection sociale, l'aide sociale, les services de santé et l'action climatique transformatrice du genre.

Les femmes consacrent en moyenne 3,2 fois plus de temps que les hommes aux soins non rémunérés, ce qui les empêche de gagner un revenu égal, de progresser dans leur carrière et perpétue le cycle de la pauvreté tout au long de leur vie. Il est donc essentiel de soutenir le partage égal des responsabilités de soins entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, et au sein du ménage. L'amélioration de l'accès à des services sociaux abordables et de qualité, y compris les services de soins, la garde d'enfants, les congés de maternité, de paternité et les congés parentaux rémunérés, l'amélioration des conditions de travail et l'égalité de rémunération dans le secteur des soins sont des moteurs politiques importants à cet égard. L'UE reste attachée à ces objectifs, notamment par le biais de la Stratégie européenne en matière de soins.

Nous n'insisterons jamais assez sur les liens entre la fragilité, les crises, les conflits, la pauvreté, la santé et la violence fondée sur le genre à l'échelle mondiale. L'engagement financier de l'UE pour prévenir et répondre aux violences sexuelles et fondées sur le genre s'est élevé en moyenne à 91 millions d'euros par an ces dernières années, passant à 282 millions d'euros en 2022. En outre, plus de 40 millions d'euros ont été dépensés chaque année en 2022-23 pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre dans le cadre des interventions humanitaires.

L'UE reste attachée à la promotion, à la protection et à la réalisation de tous les droits humains ainsi qu'à la mise en oeuvre intégrale et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que du Programme d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) et des résultats de leurs conférences d'examen, et reste attachée à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SRHR) dans ce contexte. Dans cette optique, l'UE réaffirme être déterminée à promouvoir, protéger et faire respecter le droit de chacun d'être pleinement maître de sa sexualité et de sa santé sexuelle et reproductive et de prendre librement et de manière responsable des décisions dans ce domaine, sans aucune discrimination, contrainte ou violence. L'UE souligne en outre qu'il est nécessaire de garantir l'accès universel à une information et une éducation complètes, de qualité et abordables concernant la santé sexuelle et reproductive, y compris une éducation complète à la sexualité, ainsi qu'aux services de soins de santé.

Pour répondre à ces défis pressants, l'UE préconise l'intégration de la dimension de genre et la budgétisation sensible au genre afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité de genre et de faciliter la mise en oeuvre de politiques et de législations tenant compte de la dimension de genre. Pour réussir, nous avons besoin des hommes et des garçons comme alliés et comme agents et bénéficiaires du changement. L'égalité de genre ne doit pas être un facteur de polarisation : elle doit nous unir.

Si la mise en oeuvre repose sur l'action au niveau national et régional, la coopération internationale et les efforts concertés entre toutes les parties prenantes sont essentiels. Pour ce faire, nous devons donner une voix et un espace plus large à la société civile, soutenir les organisations féministes et de défense des droits des femmes ainsi que les femmes défenseuses des droits humains, et mobiliser des ressources financières pour les soutenir.

L'UE, par l'intermédiaire de son Plan d'Investissement Extérieur, promeut l'entrepreneuriat féminin et la participation des femmes au marché du travail, notamment par le biais d'initiatives "Team Europe" en Afrique et dans la région du voisinage de l'UE. Le paquet d'investissement Global Gateway donne la priorité à l'inclusion complète des femmes et des filles dans la vie sociale et économique, en mettant l'accent sur l'éducation et les compétences.

En outre, les acteurs mondiaux, y compris les Institutions de Financement du Développement, jouent un rôle clé dans la promotion de financements innovants pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles. La Banque Européenne d'Investissement intègre l'égalité de genres et l'autonomisation économique des femmes dans les financements verts à l'échelle mondiale.

.....

Malala Yousafzai a dit un jour : "Nous ne pouvons pas tous et toutes réussir si la moitié d'entre nous est freinée ". Cela nous rappelle que chaque gouvernement présent dans cette salle doit joindre le geste à la parole, afin de garantir que chaque femme et chaque fille puisse jouir pleinement de ses droits humains, vivre dans la dignité, la liberté et la paix, et réaliser tout son potentiel.

À l'approche du 30e anniversaire de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Beijing et du Programme d'action de la CIPD, il est grand temps d'intensifier nos efforts. L'UE est prête à apporter sa contribution pour que cette session importante soit un succès et qu'elle soit ambitieuse.

Je vous remercie.